**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** République Centrafricaine

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet: Appui au renforcement des mécanismes de gestion concertée et apaisée de la transhumance pour la restauration du dialogue intercommunautaire et la consolidation de la paix dans les préfectures de l’Ouham et de l’Ouham-Pendé**  **Numéro Projet / MPTF Gateway:** PBF/CAF/A-13/ MPTF 00124597 | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire:**   * **FAO (Agence coordinatrice)** * **UNFPA** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 11 Novembre 2020  **Date de fin de projet:** 11 Octobre 2022  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  FAO $ 2000000.00  UNFPA $ 1000000.00        $        $  Total: $ 3000000.00  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: **29%**  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible au genre:**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **984,491.80 $**  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **266,267.00 $** | |
| **Marquer de genre du projet: GM2**  **Marquer de risque du projet: Moyen**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):** | |
| **Préparation du rapport:**  Rapport préparé par: Bakary CISSE,  Rapport approuvé par: Perpetua KATEPAKALALA, Représentante de la FAO  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)**

(limite de 1500 caractères) :

L’équipe du projet est recrutée et opérationnelle. La première réunion du Comité de pilotage, couplée au lancement officiel du projet, s’est tenue le Vendredi 30 Juillet 2021 dans la Salle de Conférence du Ministère de l’Elevage et de la Santé Animale .

L’insécurité liée à l’offensive des FACA/Russes contre les groupes armés et la situation sanitaire de la pandémie à COVID‑19, sont les principaux défis dans l’exécution du projet. A cela s’ajoutent une saison pluvieuse prolongée, les inondations subséquentes entrainant l’impraticabilité des voies d’accès, ainsi que les lenteurs administratives liées aux processus de sélection et contractualisation des partenaires en charge des activités de gestion et analyse de l’information et la cohésion sociale.

Toutefois, les activités d’information et de sensibilisation des autorités nationales au niveau central et décentralisé, ainsi que les organisations de la société civile sont en cours. Les comités de dialogues et mécanismes de résolution des conflits qui seront soutenus dans le cadre du projet ont été identifiés (au nombre de 12).

De même, les interventions prévues pour renforcer la participation des femmes et des jeunes dans la gestion, la prévention et la résolution des violences basées sur le genre sont entamées.

Des conventions ont été signées avec les radios communautaires ont contribué à la prévention des VBG à travers la diffusion des spots, émissions, sketchs radiophoniques sur les messages clés des VBG.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

* Soutenir une réunion de la commission mixte RCA/Cameroun ou RCA/Tchad ;
* Faciliter l’organisation d’un atelier national, avec les principales parties prenantes, pour formuler des recommandations visant à promouvoir le dialogue institutionnel entre la RCA, le Cameroun et le Tchad, et les mécanismes de consolidation de la paix sur la base des enseignements tirés du projet transhumance transfrontalière RCA/Tchad;
* Appuyer le développement de microprojets agropastoraux et de soutien aux comités de
* cohésion sociale (associer les femmes et jeunes) n’incluant pas les victimes de VBG ;
* Renforcer la coordination locale, nationale et transfrontalière impliquant les acteurs locaux, nationaux et transfrontaliers.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):**

*En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):*

* L’implication des autorités administratives, locales et sécuritaires (à savoir : les préfets, sous-préfets, maires, la police et la gendarmerie) lors de l’activité de plaidoyer sur les violences basées sur le genre (VBG) devront permettre à ces derniers de s’approprier le projet et marquer leur adhésion comme acteur de prévention, de réduction et de répression des auteurs de VBG dans leurs localités.
* La mise en place du One Stop Center qui est une grande première dans la région de Bozoum a permis de faciliter la prise en charge holistique des survivantes à travers un service intégré, d’assurer leur sécurité et leur confidentialité et de leur garantir la gratuité des soins.
* Les séances de sensibilisations de proximité réalisées par les relais communautaires, les membres des comités préfectoraux de lutte contre les VBG, les associations féminines et de jeunesses ont permis d’une part d’atteindre 12938 personnes (8900 femmes et 4038 hommes), d’identifier et de référer 737 cas (717 femmes et 20 homme) de VBG vers le One Stop Center et les centres d’écoute pour la prise en charge. D’autre part on estime à 200.000 le nombre de personnes ont été informées sur les questions liées aux VBG à travers les sensibilisations radio diffusées réalisées par les radios communautaires des zones du projet.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: La cartographie, la gestion de l’information sur la transhumance et l’analyse sont accrues et renforcées et permettent d’améliorer l’identification des points chauds, notamment des violences basées sur le genre**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

L’enjeu de ce résultat est de contribuer au suivi des dynamiques pastorales et de prévenir les conflits agropastoraux à travers la réalisation d’une cartographie interactive, qui sera mise à jour et publiée régulièrement.

Les partenaires de mise en œuvre de ce volet (Concordis International, Search For Common Ground, Groupement pour le Développement Agro-Pastoral, Agence Nationale de Développement de l’Elevage et la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains) sélectionnés et contractualisés, sont en train de se déployer sur le terrain pour organiser la collecte des données devant servir à l’analyse, la gestion de l’information sur la transhumance et la cartographie. Parallèlement, la sélection des enquêteurs qui seront chargés de la collecte des données sur les causes de conflits liés à la transhumance et les infrastructures agropastorales existantes, ainsi que leur état de fonctionnement, dans les zones du projet, est aussi en cours de réalisation. Les capacités des partenaires seront renforcées pour la collecte de données, l’élaboration de stratégies de réduction et de prévention des conflits, ainsi que la gestion et l’analyse des données. Ces efforts participeront : (1) au renforcement des capacités nationales, (2) au renforcement des institutions et des mécanismes existants, (3) à l’amélioration des institutions locales, et (4) à l’identification des solutions durables pour la prévention et la réduction des conflits.

Les activités d’information et de sensibilisation des autorités nationales au niveau central et décentralisé, ainsi que des représentants de la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC), de l’Agence Nationale de Développement de l’Elevage (ANDE) et des organisations de la société civile, ont été réalisées.

Une mission conjointe FAO/UNFPA a été organisée du 09 au 18 Août 2021 dans les villes de Bossangoa et de Bozoum pour procéder, d’une part, au lancement officiel du projet au niveau régional, et d’autre part, pour organiser des activités d’information, de sensibilisation et d’appui aux actions de plaidoyer sur les VBG. Ces activités sont venues compléter celles consistant à l’élaboration des fiches synoptiques d’information sur le projet, destinées à la presse, des activités d'information et de sensibilisation des autorités nationales au niveau central et décentralisé, ainsi que l’identification des partenaires de mise en œuvre, des groupements et des associations féminines et de jeunes, qui avaient été réalisées. Les réunions de coordination du projet continuent aussi de se tenir régulièrement.

Une évaluation rapide réalisée par sondage auprès des participants des réunions de plaidoyer à Bossangoa et à Bozoum, a permis d’identifier les priorités d’aménagement communautaire, c’est-dire des points d’eau (puits pastoraux et maraîchers), aires de séchage, magasins de stockage, aires d’abattage et marchés à bétail.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce résultat, l’analyse du contexte sensible au genre a été adressée pour permettre aux équipes du projet de : (i) faire un état des lieux et/ou un constat, dans les zones de mise en œuvre (communes, villages, campements, etc.) des différences entre hommes et femmes sur le plan des activités, des besoins spécifiques des femmes et des jeunes, des contraintes de l'accès et du contrôle des ressources et de la prise de décision ; (ii)analyser les causes probables de ces phénomènes; (iii) identifier les acteurs impliqués, leurs comportements, leurs besoins ou intérêts, les stratégies qu’ils utilisent et leurs relations ; et finalement (iv) impliquer tous les acteurs concernés, notamment les femmes et les jeunes, dans l’analyse des problèmes identifiés et la recherche de solutions. Ce qui a favorisé l’implication et la participation de tous aux différentes activités du projet et de garantir l’égalité entre les sexes.

**Résultat 2: Les mécanismes et structures institutionnelles et traditionnelles de prévention et de gestion de conflits fonctionnent de façon efficiente et gèrent les conflits**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

L’identification et la formation de 70 membres (45 femmes et 25 hommes) issues de 22 plateformes des organisations féminines et de jeunesses a permis de renforcer les capacités des membres de ces plateformes en communication et sur les mécanismes communautaires de prévention, d’alerte, de référencement et de protection des victimes,afin qu’ils puissent s’impliquer activement dans les activités de sensibilisation sur la prévention des VBG et de participer aux activités de cohésion sociale dans les localités de Bossangoa, Bozoum, Bokaranga, Paoua, Ndim et Ngaoundaye.

Une concertation avec des membres du groupe de travail sur la transhumance (GTT), pour la présentation des objectifs du projet et les orientations sur les activités préventives à mener immédiatement dans le cadre des préparatifs de la prochaine saison de la transhumance, a été effectuée. Les zones de hotspots les plus touchées par les conflits liés à la transhumance, ont été présentées, discutées et retenues pour y mener des séances de sensibilisation.

Au cours de la mission conjointe FAO/UNFPA effectuée du 09 au 18 Août 2021 à Bossangoa et Bozoum, douze (12) comités locaux de médiation (comités de gestion des conflits, comités préfectoraux de mise en œuvre, comités traditionnels ou formels de gestion des ressources naturelles) existants dans l’Ouham et l’Ouham-Pendé, ont été identifiés. L'information et la sensibilisation des acteurs a permis d’identifier des bonnes initiatives endogènes qui feront l'objet de renforcement au cours des six prochains mois.

Par ailleurs, les intrants vétérinaires pour la vaccination et le déparasitage du bétail (20 seringues automatiques, 20 glacières, 2 congélateurs, 240 aiguilles, 50 carnets de vaccination), sont déjà acquis. Aussi, 300 000 doses de vaccin PPCB (T1/SR) et 300 000 comprimés de déparasitant sont en cours d’acquisition. La sélection des entreprises qui seront chargées de la réhabilitation et/ou la construction des infrastructures agropastorales, dont douze (12) puits pastoraux, est réalisée, et leur contractualisation est en phase de finalisation.

L’enjeu de ce volet est de contribuer au renforcement de la cohésion sociale et des mécanismes de prévention des conflits grâce à un dialogue accru, à travers plus de soutien aux comités locaux de dialogue ou de gestion des conflits ainsi que des mécanismes de cohésion sociale traditionnels et institutionnels existants.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Dans la mise en œuvre des activités de ce résultat, notamment celles concernant la sensibilisation, la cohésion sociale et le dialogue intercommunautaire (composition des comités locaux de prévention, de gestion des conflits et des ressources naturelles, etc.), les formations et le renforcement des capacités et de résilience des moyens de subsistance, les femmes ou leurs organisations et les jeunes seront systématiquement impliqués. Ainsi, au moins trente pour cent (30%) de femmes bénéficiaires sont systématiquement incluses dans les comités de dialogue et les activités génératrices de revenus, les formations, les activités de vaccinations et de déparasitage du bétail, etc.

**Résultat 3: L’incidence des VBG chez les transhumants et dans la population hôte est réduite, la résilience des victimes de VBG et des communautés est accrue**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **On track**

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Entre 2018 et 2020, des données collectées dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre ont fait cas de 135 cas de viols et viols collectifs dans les préfectures de la Nana-Gribizi, l’Ouham-Pende et l’Ouham pendant la saison de transhumance. A cet effet, des sessions de sensibilisation et de plaidoyer sur les conflits et VBG liées à la transhumance, organisées au cours de cette année ont touché 14 200 personnes, dont 6713 femmes, 913 adolescentes de 15-19 ans, 1807 jeunes femmes de 20 à 24 ans, 4567 hommes et 200 jeunes hommes.

Par ailleurs, une série d’interventions ont permis de renforcer l’estime de soi des victimes de VBG, de leur créer des petites activités génératrices de revenus (notamment autour du tricot), d’améliorer l’offre de service de qualité de la réponse. Ces activités ont aussi servi à obtenir l’engagement actif des leaders communautaires, des organisations féminines, du corps éducatif, des médias, de la jeunesse, des forces de sécurité, du corps médical et des victimes de VBG elles-mêmes à devenir des agents de changements de comportement dans leurs communautés respectives.

* 737 survivantes de VBG ont bénéficié de prise en charges psychosociales. Ces survivantes ont bénéficié d’un accompagnement socioéconomique (50,61%). Quarante-cinq (45) cas ont bénéficié d’une assistance juridique et judiciaire, 31 ont été référées au commissariat et à la gendarmerie et 14 cas documentés.
* 06 centres d’écoute et 01 One Stop Center sont opérationnels pour recevoir les survivantes des VBG à Bossangoa, Bozoum, Bocaranga, Ndim, Ngaoundaye et Paoua; et 06 structures médicales ont reçu 13 Kit post viol, 14 kit IST, 4 kit contraceptifs et de 14 kits suture pour la prise en charge des complications médicales liées aux agressions sexuelles).
* 59 acteurs de de lutte contre les VBG et 44 agents de santé ont été formés à la communication centrée sur la survivante des VBG, dans la gestion clinique des cas de VBG et dans leur prise en charge holistique ; 52 prestataires en offres de services multisectoriels (9 femmes, 23 hommes) ont été (re) formés sur la prise en charge médicale, le soutien psychologique et juridique des cas de VBG ; et 20 relais communautaires (14 hommes et 6 femmes) ont été formés sur les techniques d'identification, d'écoute, de conseils et d'orientation des victimes et des survivantes des VBG/EAS ;
* 2840 femmes ont bénéficié d’activités d’apprentissage en alphabétisation et tricot (dont 259 adolescentes de 15-19 ans ,893 jeunes femmes de 20-24 ans et 1696 femmes de 25 ans et plus). 373 survivantes de VBG identifiées bénéficient quant à elles d’un encadrement du projet devant à terme faciliter leur réinsertion socio-économique.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)  Le suivi se fait régulièrement par l'équipe du projet. Un planning des activités a été élaboré pour faciliter l'exécution des activités. Des missions de terrain ont déjà eu lieu.  *Pas un plan de suivi/évaluation mis en place ?*  *Pas de mécanisme interne de suivi et rapportage interne et conjoint ?*  Un plan de suivi-évaluation a été mis en place. Des suivis par les équipes de projet se font, ainsi que des missions conjointes de suivi.  Toutes les activités de suivi donnent lieu à un rapport de mission. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Oui  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?  Non, l’enquête de perception n’est pas encore réalisée, la mise en œuvre ayant pris du retard dans un premier temps en raison des procédures techniques puis de l’insécurité qui persiste dans les zones du projet |
| **,Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?  Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): $50,000.0  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: NA |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($): |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Au cours des réunions de sensibilisation des autorités administratives et coutumières, le genre a occupé une bonne partie des discussions. La question de l'autonomisation des filles et des femmes à travers leur implication dans les activités, pour contribuer au renforcement de leur accès aux moyens d'existence, a été relevée au cours de ces réunions.  L'implication des femmes dans les structures de dialogue intercommunautaire, qui sera un vecteur de renforcement de la paix et de la cohésion sociale locale, a aussi été évoquée. La dynamique de genre semble en effet prise en considération par les autorités locales.  Un besoin de formation en techniques de médiation communautaire a aussi été soulevé par les populations, qui a également été fortement appuyée par les autorités locales (Sous-préfets, Maires et chefs communautaires).  Les structures techniques décentralisées de l’Etat, notamment l’ANDE et la FNEC, s’impliquent fortement dans les activités de sensibilisations menées sur le terrain. Par ailleurs, des synergies solides ont été développées avec d’autres acteurs, notamment ceux en charge du projet de « Consolidation de la paix afin de contribuer aux échanges économiques bénéfiques à toutes les communautés touchées par la transhumance en RCA » dans les préfectures de Ouham-Pende, Ouham, Vakaga et Bamingui-Bangoran, financé par le consortium Union Européenne et DFID. Mais, la situation de tension qui existe actuellement entre la RCA et le Tchad aura vraisemblablement une influence sur la mise en œuvre du projet. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$0

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Les ajustements du projet liés au Covid-19 sont principalement la mobilisation des équipes du projet en faveur de la prévention de la propagation du virus à travers des activités d'information et de sensibilisation des populations locales (Paoua, Bozoum, Bossangoa, Bocaranga et Ngaoundaye). Ces activités, qui mettent ensemble différents acteurs issus des communautés, ont été faites en nombre restreint, associées au respect des mesures barrières, pour évier la transmission du virus de la COVID-19. Ce changement de méthodologie a pour impact un léger allongement de la durée d’exécution des activités.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  La cartographie, la gestion de l’information sur la transhumance et l’analyse sont accrues et renforcées et permettent d’améliorer l’identification des points chauds, notamment des violences | Indicateur 1.1  Taux d’incidents de transhumance et de VBG enregistrés et résolus. | - incidents : 125 (Janv.-Mai 2020), soit 25 cas/mois  -VBG : 9216 (Janv.-Déc. 2020 | **50%** | **25%** | - Incidents : **183** (juin 2020 - juin 2021**),** soit 15.25 cas/mois (**Baisse de 39%**)  - VBG (Janvier-Juin 2021) : **3706** cas (**Baisse de 59.79%)** | Retard dû à un démarrage tardif à cause de la crise sécuritaire pré et post-électorale de décembre 2020 et de la crise du Covid-19 avec restriction des déplacements dans les zones du projet |
| Indicateur 1.2  Taux de prévalence des incidents et des VBG liés à la transhumance dans les zones d’intervention ciblées | 3,548 cas en 2019 | Réduction de ≥30% | **10%** | Janvier-Mai 2021  **Total** RCA: 3899 cas  Ouham : 286 cas (**7,34%)**  Ouham-Pendé : 692 cas (**17,75%**) |  |
| Indicateur 1.3  % des comités de dialogue qui déclare mieux connaitre les problématiques de conflits spécifique à leurs zones d’action. | Etude de base | **75%** | **25%** | **0%** | La situation sécuritaire créée par les affrontements entre groupes armés et FACA/Russes dans les zones du projet compliquent les interventions sur le terrain. |
| Produit 1.1  Les informations collectées et la cartographie réalisée permettent une analyse des problématiques de la violence, liées à la transhumance et aux violences basées sur le genre (VBG) | Indicateur 1.1.1  Nombre de cartographies développées et de rapports partagés avec les parties prenantes à la Transhumance | **0** | **4** | **1** | **0** | Retard dû à un démarrage tardif à cause de la crise sécuritaire pré et post-électorale de décembre 2020 et de la crise du Covid-19 avec restriction des déplacements dans les zones du projet |
| Indicateur 1.1.2  % de baisse de déplacement interne causé par les conflits et la violence des mouvements de transhumance. | **Etude de base** | **30%** | **15%** | **0%** |  |
| Produit 1.2 | Indicateur 1.2.1  % accru de résolution de conflits à travers les comités de dialogue. | **0** | **50%** | **10%** | **0%** | Retard dans la sélection et le déploiement des partenaires de mise en œuvre sur le terrain |
| Indicateur 1.2.2  % des membres des comités de dialogue indiquant une meilleure capacité à résoudre les conflits à base communautaire | **Faible capacité** | **70%** | * **10%** | **0%** |  |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2**  Les mécanismes et structures institutionnelles et traditionnelles de prévention et de gestion de conflits fonctionnent de façon efficiente et gèrent les conflits | Indicateur 2.1  % de retour accru des populations (agriculteurs/éleveurs) dans les zones d’intervention ciblées | Etude de base | ≥75% | **50%** | **Estimation pas encore effectuée** | Retard dans la sélection et le déploiement des partenaires de mise en œuvre sur le terrain |
| Indicateur 2.2  % de baisse de tension entre agriculteurs et éleveurs dans les zones du projet | Etude de base | ≥50% | **30%** | **0%** |  |
| Indicateur 2.3  Taux d’augmentation de la confiance entre communautés d’agriculteurs et d’éleveurs | Etude de base | ≥30% | * **10%** | **0%** |  |
| Produit 2.1  Les capacités de production des moyens de subsistance sont renforcées et des infrastructures socio-économiques prioritaires sont réhabilitées, opérationnelles et accessibles. | Indicateur 2.1.1  Nombre d’organisations professionnelles agropastorales augmentant leurs productions | **0** | ≥50% | **15%** | **0** | Dégradation de la sécurité entrainant une restriction d’accès aux zones du projet; déplacement massif forcé des populations dont des bénéficiaires potentiels du projet lié aux effets de la crise électorale et post-électorale de décembre 2020.  Et retard dans la sélection et le déploiement des partenaires de mise en œuvre sur le terrain |
| Indicateur 2.1.2  Nombre d’infrastructures réhabilitées ou construites et qui sont opérationnelles | **0** | ≥ 50% | - **12 puits pastoraux** (prioritaires) en phase d’être   * réhabilités | **0%** |  |
| Produit 2.2  Le dialogue intercommunautaire entre agriculteur et éleveurs et entre éleveurs dans les deux préfectures est renforcé à travers des initiatives d’appui au bétail. | Indicateur 2.2.1  Taux d’adhésion des populations aux activités des comités de dialogue | Etat des lieux de départ | ≥ 80% | **50%** | **30%** | Sensibilisation des comités de dialogue déjà existant, à cet effet**.** |
| Indicateur 2.2.2  Participation accrue des 2 communautés aux initiatives conjointes (agriculteurs/éleveurs) | **0** | **60%** | * **30%** | **30%** | Engouement de toutes les communautés à s’impliquer dans les activités du projet**.** |
| Produit 2.3  Les plateformes de dialogue sur la transhumance et les mécanismes de coordination locale et régionale (voire transfrontalière) sont renforcées à travers une communication régulière. | Indicateur 2.3.1  Nombre de réunions de transhumance transfrontalière Cameroun, RCA, Tchad organisées | **0** | **3** | * **1** | **1** | Une réunion organisée sur financement d’un projet PBF du Cameroun |
| Indicateur 2.3.2  Nombre de réunions des commissions mixtes RCA/Cameroun et RCA/Tchad organisée | **0** | **2** | * **1** | **0** |  |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.2  Nombre de cadres et d’agents des institutions décentralisées, des organisations professionnelles et des communautés de base formés et fournissant des services de qualité et durables aux agriculteurs et éleveurs | Etat des lieux de départ | **120** | **120** | **187** agents des institutions décentralisées, des organisations professionnelles et des communautés de base formés en matière de prévention et réponse aux VBG afin de fournir des services de qualité et durables aux bénéficiaires du projet. | A travers les sensibilisations nous avons noté un fort besoin et aussi un engouement des femmes et filles pour la formation en matière des VBG et leur engagement dans la lutte contre les VBG. |
| **Résultat 3**  L’incidence des VBG chez les transhumants et dans la population hôte est réduite, la résilience des victimes de VBG et des communautés est accrue | Indicateur 3.1  Taux de réduction de l’incidence des VBG dans les zones d’interventions | **3548** | ≥ 50% | 3548 | 12938 | Ce nombre a été atteint à travers l’implication de plusieurs acteurs notamment : les membres des groupements féminins et de jeunesse, les comités préfectoraux, les relais communautaires qui se sont investis dans les séances de sensibilisation sur les VBG. |
| Indicateur 3.2  Proportion des survivant(e)s engagé(e)s dans la lutte contre les VBG | **Etude de base** | ≥ 70% | ≥ 45% | **45,75%** | La base de données n’étant pas définies dès le début, nous sommes partis de l’estimation du nombre des VBG à recevoir pour faire une projection de 45% de survivantes à impliquer dans la lutte contre les VBG.  Ainsi, 337 survivantes se sont engagées dans la lutte contre les VBG à travers la sensibilisation |
| Indicateur 3.3  Pourcentage des survivant(e)s autonomisé(e)s | **Etude de base** | ≥ 50% | ≥ 50% | **50,61%** | L’autonomisation s’est basée sur le critère de vulnérabilité socio-économique des survivantes. Ce qui a fait que toutes les survivantes ne pouvaient bénéficier de l’appui à l’autonomisation. |
| Produit 3.1  La Prévention des Violences basées sur le Genre au sein des populations transhumantes et communautés hôtes est assurée. | Indicateur 3.1.1  Pourcentage d’alerte des incidents de VBG ayant reçu une réponse | **0** | ≥ 80% | ≥ 80% | **100%** | Toutes les survivantes reçues au niveau des centres d’écoute et du One Stop Center ont bénéficié d’au moins d’un ou tous les services conformément au type de l’incident de VBG subit. |
| Indicateur 3.1.2  Pourcentage des femmes engagées comme actrices de changement de comportements dans l’alerte, la prévention et la réponse aux VBG | **Etude de base** | ≥ 60% | ≥ 50% | **53,65%** | L’insécurité qui a sévit dans certaines localités du projet n’a permis d’engager plus de femmes. |
| Produit 3.2  La prise en charge globale (médicale, psychosociale, juridique et socioéconomique) des survivants des VBG est assurée. | Indicateur 3.2.1  Pourcentage des survivant(e)s des VBG reçu ayant bénéficié d’une prise en charge médicale et psychosociale de qualité | **Etude de base** | **80%** | 100% | **100%** | Le recrutement d’un personnel qualifié et formé par les partenaires couplé avec la mise en place de structures de prise en charges (centres d’écoute et One Stop Center) selon les normes standards ont permis de délivrer une prise en charge de qualité aux survivantes. |
| Indicateur 3.2.2  % de survivant(e)s des violences sexuelles reçu ayant bénéficié d’une prise en charge médicale dans les 72h | **Etude de base** | **50%** | 25% | **17,81%** | Malgré les sensibilisations la culture du silence reste toujours forte à cause des conséquences sociales du viol. |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1  Pourcentage des survivant(e)s des VBG ayant bénéficié d’un accompagnement et d’une assistance juridique et judiciaire | Etude de base | **25%** | 15% | **6,10%** | L’ignorance des voix de recourt, l’influence familiale et la lenteur dans le traitement des dossiers au niveau des instances judiciaires poussent  les survivantes et leurs familles à opter pour le traitement à l’amiable.  Aussi d’autres survivantes ne consentent pas souvent à porter plainte par peur d’éventuelles représailles de la part des agresseurs et de la stigmatisation de la communauté. |
| Indicateur 3.3.2  Nombre des survivant(e)s des VBG ayant bénéficié d’un accompagnement socioéconomique | **0** | **25%** | 25% | **373** | Ces survivantes des VBG ont été identifiées selon leurs critères de vulnérabilité et ont été formées à l’indentification des opportunités économique de réinsertion de gestion et d’épargne afin de renforcer leur résilience. Ces dernière ont donc bénéficié de la réinsertion socioéconomique. |